



## RÉSUMÉ

**L'ASSOCIATION CANADIENNE POUR LES ÉTUDES SUPÉRIEURES croit qu'un soutien continu et une augmentation pour la formation théorique et pratique des étudiants diplômés est essentiel afin de permettre aux entreprises, gouvernements et organisations du Canada de mobiliser la recherche, l'innovation du marché et la commercialisation, en plus de participer aux chaînes de valeurs mondiales et d'augmenter leur réputation internationale et leur part de marché.**

**Par conséquent, l'Association canadienne pour les études supérieures demande que :**

- Les recommandations de l'**Examen du soutien fédéral aux sciences** soient mises en œuvre, y compris ;
  - L'augmentation du financement pour les trois conseils ;
  - L'augmentation des bourses d'études pour les étudiants diplômés;
  - L'augmentation du financement pour la recherche internationale;
  - Un financement prévisible et stable pour la Fondation canadienne pour l'innovation;
- Le soutien soit augmenté pour promouvoir l'inclusion des étudiants diplômés défavorisés, y compris :
  - De nouveaux fonds pour les bourses d'études des étudiants diplômés autochtones;
  - La révision des pratiques et politiques des trois conseils pour assurer l'inclusion des étudiants ayant des déficiences;
  - La révision des processus des trois conseils en vue d'éliminer les préjugés inconscients envers les femmes;
- Le soutien soit augmenté pour la mobilité des étudiants diplômés, y compris les étudiants canadiens qui étudient à l'étranger et les étudiants internationaux qui étudient au Canada;
- Le soutien pour les stages de Mitacs soit reconduit;
- Le soutien pour l'information sur le marché du travail soit augmenté.





[L'Association canadienne pour les études supérieures](#) (ACES) remercie le ministre des Finances et le Comité permanent des finances de la Chambre des communes pour l'opportunité d'exprimer nos opinions sur le budget fédéral de 2018.

L'ACES est l'organisation nationale canadienne qui fournit une direction, encourage la communauté et fait la promotion de la collaboration afin de faire avancer l'excellence dans les études supérieures, la recherche et les bourses d'études. L'association rassemble 60 universités canadiennes ayant des programmes d'études supérieures, ainsi que d'autres institutions et organisations ayant un intérêt pour les études supérieures.

Les membres de l'ACES soutiennent et font la promotion des études supérieures comme composante essentielle pour faire du Canada un pays plus productif et compétitif dans le monde. La valeur des études supérieures réside non seulement dans le meilleur potentiel de profit des diplômés, et donc un revenu taxable plus important, mais également dans les talents et les innovations intellectuelles qu'elles apportent afin de faire avancer les connaissances et la technologie, et développer l'économie et la société. En outre, ce groupe particulier de personnes hautement qualifiées apporte de la perspective et de l'expérience, des qualités essentielles sur le marché international. Presque 50% des détenteurs de doctorats canadiens proviennent d'autres pays ou ont obtenu leur diplôme à l'extérieur du Canada.

Si le Canada veut profiter au maximum des connaissances, de l'intelligence et de la motivation de sa main-d'œuvre accomplie, des changements doivent être apportés.

Un soutien continu et en augmentation pour la formation théorique et pratique des étudiants diplômés est essentiel afin de permettre aux entreprises, gouvernements et organisations du Canada de mobiliser la recherche, l'innovation du marché et la commercialisation, en plus de participer aux chaînes de valeurs mondiales et d'augmenter leur réputation internationale et leur part de marché.

## **VALEUR DE LA DEP ET DES ÉTUDES SUPÉRIEURES**

Les changements dans la démographie, la technologie et ses applications, l'internationalisation de la recherche et des études supérieures obligent les programmes d'études supérieures à évoluer pour répondre aux besoins et attentes des étudiants, des gouvernements et des secteurs public et privé.

Une majorité substantielle d'étudiants diplômés canadiens entreront sur le marché du travail en satisfaisant à la demande pour des employés hautement qualifiés dans différents secteurs. Presque 40% des détenteurs de doctorat sont employés dans le secteur de l'éducation. Les autres occupent des emplois très bien rémunérés à l'extérieur du milieu universitaire tout en ayant un impact sur notre économie et notre bien-être social.



Le nombre de diplômes de doctorat décernés au Canada a presque doublé depuis 2000, alors que les entreprises canadiennes dans les secteurs à but lucratif et non lucratif embauchent des diplômés de doctorat à un rythme proportionnel aux taux de graduation croissants. Si le Canada veut cependant être un acteur mondial, la recherche et le développement à l'extérieur du milieu universitaire doivent être stimulés et soutenus par le gouvernement.

Dans le cadre d'une stratégie de développement économique, il est essentiel que nous préparions les diplômés pour le marché du travail actuel, ainsi que pour des emplois en devenir. Un partenariat actif entre le milieu universitaire et les secteurs public et privé est essentiel pour renforcer la compétitivité et la prospérité du Canada. En même temps, les investissements gouvernementaux et sociaux en recherche, développement et innovation augmenteront la demande pour une main-d'œuvre hautement qualifiée et bénéficiant d'une excellente expérience.

## **RECOMMANDATIONS DE L'EXAMEN DU SOUTIEN FÉDÉRAL AUX SCIENCES (LE RAPPORT NAYLOR)**

**L'ACES se joint aux autres organisations de la sphère des études supérieures pour saluer les recommandations présentées dans l'Examen du soutien fédéral aux sciences (le Rapport Naylor) au Comité des finances.** Nous sommes reconnaissants pour les efforts investis dans la consultation, la recherche et le développement du rapport. Il fournit non seulement un excellent guide pour le gouvernement du Canada, mais aussi un aperçu tout aussi remarquable de la position du Canada dans le monde en relation avec les bourses d'études et la recherche.

## **FINANCEMENT POUR LA SCIENCE ET LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE**

Tel qu'illustré tout récemment par l'Examen du soutien fédéral aux sciences (le rapport Naylor), le financement pour les trois conseils n'a pas suivi l'inflation, l'augmentation de l'aide aux chercheurs ni l'expansion des responsabilités des trois conseils, y compris le développement des compétences, les nouveaux clients (les collèges communautaires) et les communications externes.

Maintenir la situation actuelle de financement est incompatible avec le développement de notre économie du savoir. Des changements sont nécessaires.

**L'ACES soutient la recommandation du rapport Naylor pour une augmentation de 485 millions de dollars sur la base actuelle du financement de la recherche (1,66 milliards de dollars), sur une période de 4 ans, pour remédier au sous-financement cumulatif des dernières années.**



**L'ACES soutient la recommandation du Comité de révision selon laquelle 5 pour cent de l'enveloppe finale pour les fonds de recherches menées par les chercheurs soit alloué pour la collaboration internationale, la recherche multidisciplinaire, les projets et profits qui présentent un risque accru, et les recherches entreprises en réponse à des problèmes ou des crises de dernière minute.**

### **Bourses d'études des trois conseils**

Le nombre de bourses canadiennes d'études supérieures est demeuré le même depuis 2007, malgré l'augmentation des inscriptions dans les écoles d'études supérieures, tout comme leur valeur en ce qui a trait aux niveaux de 2013 (Naylor). Les étudiants diplômés alimentent la recherche qui profite à notre économie et à notre société. Ils représentent un bon investissement stratégique, mais le gouvernement ne s'y est pas encore engagé.

Parallèlement, avec moins d'étudiants sont soutenus indirectement par les fonds des trois conseils en raison du nombre plus restreint de subventions de recherche accordées chaque année.

**L'ACES demande l'expansion du programme des bourses canadiennes d'études supérieures, avec de l'investissement frais et une révision de l'admissibilité pour inclure les étudiants internationaux comme moyen d'attirer les meilleurs étudiants du monde entier pour venir étudier au Canada. Cela aura pour effet d'ouvrir le Canada et les universités canadiennes sur le monde et d'assurer une diversité au sein des études supérieures.**

### **Financement de la FCI**

La Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) fournit des infrastructures à la fine pointe de la technologie (installations et équipement) pour soutenir la recherche de niveau international de haut calibre dans les universités, les collèges, les hôpitaux de recherche et les établissements de recherche sans but lucratif. Ces investissements aident à attirer et à retenir les talents internationaux requis pour diriger des projets à impact élevé, dont les Canadiens profitent, et qui permettent de former la prochaine génération de chercheurs. Grâce à des partenariats avec l'industrie et des entreprises du secteur privé, l'innovation, le transfert des technologies et la mobilisation des connaissances soutiennent la création d'emplois particulièrement qualifiés qui contribuent à renforcer l'économie et la société canadiennes.

**L'ACES demande que la Fondation canadienne pour l'innovation reçoive un financement prévisible et stable à partir de maintenant.**

À propos de la FCI, l'ACES est préoccupée par les règles entourant les fonds de contrepartie qui lui sont dédiés. Même si le processus de contrepartie a été développé avec l'idée que les fonds du gouvernement provincial seraient disponibles, ce n'est pas toujours le cas, et dans



l'environnement fiscal actuel, les universités doivent relever le défi d'engager des fonds. Le résultat est inégal pour l'accès à la FCI, et ce, d'une province à l'autre.

**L'ACES recommande que la FCI entreprenne une analyse de l'impact des règles entourant les fonds de contrepartie avec une vision d'égalité régionale pour l'accès et qu'elle procède à des changements pour remédier aux préjugés régionaux non intentionnels.**

## **INCLUSION DES ÉTUDIANTS DANS L'ÉDUCATION ET L'ENTREPRISE DE RECHERCHE**

L'ACES appuie fermement la déclaration du rapport Naylor concernant l'inclusion dans l'éducation et l'entreprise de recherche :

*« Le Canada ne peut pas compétitionner au niveau international dans aucun domaine sans une forte participation de l'ensemble des communautés ».*

L'ACES croit que des chemins et des ressources doivent être mis en place pour permettre aux personnes défavorisées, par rapport à l'accès à l'université, de poursuivre des études supérieures. Nous avons appuyé les recommandations émises par le rapport de la Commission de vérité et de réconciliation concernant l'éducation, le Groupe de travail national sur l'expérience des diplômés et l'Association nationale des étudiants handicapés. Par conséquent,

**L'ACES demande que le gouvernement fédéral fournisse un financement adéquat pour assurer un accès opportun aux étudiants des Premières Nations qui veulent poursuivre des études post-secondaires.**

**L'ACES demande que le gouvernement fédéral fournisse de nouveaux fonds pour créer des bourses d'études supérieures pour les étudiants des Premières Nations.**

**L'ACES demande que les trois conseils révisent leurs pratiques et leurs politiques afin d'assurer l'accessibilité, l'accommodement et l'inclusion des étudiants éprouvant des handicaps aux programmes existants de financement et de bourses d'études des trois conseils. Cela comprend un soutien pour les étudiants ayant une invalidité à long terme qui s'engagent dans des activités essentielles pour leurs travaux de recherche en études supérieures.**

L'ACES est préoccupée par le déséquilibre entre les hommes et les femmes dans les études supérieures pour les disciplines STIM. À titre d'exemple, les inscriptions d'étudiantes en 2013 en architecture, ingénierie et technologies connexes étaient de 24,5%, et de 25,6% en mathématiques, informatique et sciences de l'information.



**L'ACES encourage les trois conseils à réviser les processus en vue d'éliminer les préjugés inconscients (ou cachés) envers les femmes pour les demandes de bourses d'études ou de subventions de recherche et dans la sélection de ces octrois.**

## **ENCOURAGER LA MOBILITÉ**

L'expérience internationale et les talents internationaux sont essentiels pour le succès et la compétitivité dans une économie mondiale. Les statistiques les plus récentes que nous possédons (pour l'année universitaire 2014-2015) indiquent que les étudiants internationaux représentent un quart (26%) des inscriptions pour la maîtrise à temps plein, et un tiers (32%) des inscriptions pour le doctorat à temps plein cette année-là. Les échanges d'étudiants diplômés sont généralement déséquilibrés par rapport à une majorité d'étudiants qui entrent dans les établissements canadiens, plutôt que des étudiants nationaux qui vont étudier à l'étranger. C'est une conséquence des programmes de financement limités qui soutiennent les échanges d'étudiants diplômés.

Il est clair que depuis un certain temps, au moins 50% des diplômés internationaux choisissent de demeurer au Canada. Un sondage de 2015 du Bureau canadien pour l'éducation internationale a également démontré que les personnes qui retournent dans leur pays d'origine sont enclins à conserver leurs liens avec le Canada en favorisant la formation et les intérêts d'affaires.

L'ACES appuie le soutien du gouvernement fédéral pour attirer les chercheurs et universitaires internationaux au Canada grâce à ses réformes du Canada Entrée Express. Nous croyons que cela sera essentiel pour développer un pays prospère et influent.

**L'ACES exhorte le gouvernement fédéral à injecter de nouveaux fonds aux trois conseils pour développer des programmes plus robustes qui aideront les étudiants canadiens à étudier à l'étranger pour des périodes de temps définies.**

**L'ACES exhorte le gouvernement du Canada à faciliter la mobilité pour les étudiants internationaux qui étudient au Canada. Il est important que les visas d'étudiant soient accessibles et puissent être obtenus en temps opportun, si le Canada veut être une destination de choix pour les meilleurs talents en termes de main-d'œuvre.**

## **FORMATION PROFESSIONNELLE ET STAGES**

Il est bien connu qu'une main-d'œuvre prospère nécessite une gamme de compétences techniques et personnelles. Les opportunités de développer et affiner ces compétences doivent



être intégrées dans la formation des études supérieures si vos diplômés veulent obtenir la polyvalence de devenir des leaders et appliquer leurs connaissances avancées et leurs compétences en recherche à de multiples secteurs de carrière.

La réalisation que les stages et les opportunités d'expérience sont des parties importantes du processus de formation change la façon dont les étudiants diplômés sont formés, tout comme la structure des programmes. Mitacs, une organisation nationale sans but lucratif qui offre des programmes de formation au Canada depuis 15 ans, a prouvé la valeur ajoutée de telles opportunités. 25% des entreprises qui participent aux programmes Mitacs ont créé de nouveaux postes pour procéder à l'embauche de leurs stagiaires, une fois diplômés, et 26% ont mentionné que l'expérience les a menés à retenir les services d'autres nouveaux employés.

L'expansion des stages Mitacs, au-delà des STIM pour inclure les sciences sociales et humaines, les organisations sans but lucratif et le gouvernement fédéral, est fortement appréciée. L'impact anticipé sera significatif en termes de création et de situation d'emploi, ainsi que pour la promotion d'une culture de recherche dans tous les secteurs d'emploi.

**L'ACES encourage le gouvernement fédéral à investir davantage dans les programmes de stages accélérés Mitacs.**

## **DONNÉES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL**

Tous les étudiants diplômés, dans les programmes de recherche ou professionnels, et les employeurs potentiels peuvent profiter d'informations fiables et opportunes sur le marché du travail.

L'ACES reconnaît le rapport préparé pour le Conseil des affaires du Canada et soutient la demande du nouveau Conseil de l'information sur le marché du travail du Forum des ministres du travail de s'engager dans une collaboration active entre le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires. Ce processus aidera à aligner et valider l'IMT en utilisant des questions habituelles de sondage, des termes et des définitions, ce qui permettra d'établir des comparaisons significatives à travers les juridictions et les régions.

**L'ACES exhorte le gouvernement fédéral à soutenir l'initiative de l'IMT, en fournissant les permissions et les fonds appropriés pour assurer que l'IMT soit exacte, valide, accessible et opportune.**

Merci de votre attention.